

## Introduction speech

### High-level event – national debate on carbon pricing (25/1)

Monsieur le Vice-Président de la Commission européenne,

Monsieur le Directeur de la Direction-générale Environnement de l'OCDE,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Mesdames et messieurs,

Il y a un peu plus d'un an maintenant, la plupart des chefs d'Etat et de gouvernement du monde étaient en France pour participer à la COP21. A cette occasion et grâce à ce momentum politique sans précédent, une victoire importante dans la lutte contre le changement climatique a pu être enregistrée : l'accord de Paris était né.

Door dit historisch akkoord goed te keuren, heeft de internationale gemeenschap zich ertoe verbonden, om de wereldwijde, gemiddelde temperatuurstijging te beperken tot twee graden Celsius boven het pre-industriële niveau. Ze wil zich ook blijven inspannen, om onder de grens van een gemiddelde stijging van anderhalve graad Celsius te blijven. Deze ambitieuze doelstelling is essentieel voor de toekomst van onze planeet en om de dramatische gevolgen van de ongecontroleerde klimaatopwarming te vermijden.

Pour respecter cet objectif, nos sociétés doivent aujourd'hui concevoir et mettre en place des stratégies bas-carbone ambitieuses : en Belgique, il s'agit de réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% en 2050 par rapport à leur niveau de 1990. Une telle transition nécessite de transformer en profondeur notre économie. La manière dont nous produisons et consommons notre énergie est au cœur de cette transition, tout comme les modes de déplacement que nous adoptons.

Des progrès et des innovations remarquables sont réalisés chaque jour dans la lutte contre le changement climatique, il s'agit d'une grande raison d'optimisme. Ceux-ci nous permettent de nous déplacer, de nous chauffer ou de produire des biens et services de manière toujours moins énergivore. Toutefois, nous savons aujourd'hui que ces avancées technologiques ne pourront à elles seules suffire à mener la transition dont nous avons besoin, et qu'il est essentiel que des politiques appropriées soient mises en place sans délai.

Un outil pertinent de ces politiques, que nous allons examiner au cours de cette année, ensemble avec les régions, est la tarification du carbone. Elle incite les acteurs économiques à changer leurs comportements et à adapter leurs choix d'investissement en faveur d'activités compatibles avec l'objectif de décarboniser notre économie. Outre les réductions d'émissions qu'elle permet de réaliser, cette tarification est également porteuse de nombreuses opportunités : elle peut ainsi permettre de créer des emplois, notamment par un glissement fiscal, d'améliorer à terme

l'indépendance énergétique du pays, de stimuler l'innovation et de contribuer à réduire la pollution de l'air.

De nombreux acteurs, tant publics que privés, que je remercie de leur présence, souhaitent aujourd'hui examiner, avec nous, la pertinence de cet outil.

Et nous ne sommes pas seuls.

Sinds enkele jaren dringt een wereldwijde beweging aan op het vastleggen van een prijs voor onze koolstofuitstoot. Om in te gaan op die vraag, heeft België zich in 2014 aangesloten bij de Carbon Pricing Leadership Coalition, een groep van meer dan 74 landen en 1000 bedrijven, verenigd door de Wereldbank, die haar steun biedt aan een koolstofarifiering. Ook Frankrijk, Duitsland, Nederland en Groot-Brittannië behoren tot de groep. Zij werken reeds actief aan een sterk onderbouwd carbon pricing beleid.

Nous sommes donc réunis aujourd'hui pour donner le coup d'envoi d'une initiative importante en Belgique. J'ai en effet décidé de demander à mon administration d'organiser, tout au long de l'année, un débat national sur la mise en œuvre d'un prix carbone dans notre pays. Plusieurs études soulignent en effet qu'une telle mesure est une composante essentielle du policy-mix qui permettra de mettre notre pays sur les rails de la transition bas-carbone.

En Belgique comme dans le reste de l'Union européenne, une partie significative de nos émissions est déjà couverte par un mécanisme de tarification carbone : le marché européen d'échange de quotas (EU ETS). Celles-ci ne seront donc pas abordées dans notre débat, le fonctionnement et la réforme de ce marché de quotas faisant actuellement l'objet de négociations entre les Etats membres, la Commission européenne et le Parlement européen. Pour être précise, la position de la Commission concernant les secteurs NON ETS, c'est-à-dire ceux dont les émissions ne sont pas encore couvertes par ce mécanisme, est également en discussion au niveau européen.

Pour en revenir à notre débat national, nous nous focaliserons sur les émissions non actuellement pas encore couvertes par un prix carbone. Il s'agit principalement des émissions associées aux secteurs du transport et des bâtiments.

Réfléchir avec soin aux modalités de mise en œuvre d'un tel instrument est crucial pour saisir les opportunités socio-économiques liées à la transition bas-carbone. Il est tout aussi essentiel de réfléchir aux impacts négatifs de cet instrument, afin de les éviter ou de les compenser. Je pense aux impacts négatifs auxquels feront potentiellement face certains secteurs, et je pense ici notamment à la fuite de carbone et certaines tranches de la population, dont les personnes les plus vulnérables. Pour ce faire, les parties prenantes belges ici présentes seront étroitement associées à ce débat, afin de prendre le plus possible en compte leur expertise et leurs points de vue et de concevoir un mécanisme efficace. J'invite donc cordialement les acteurs belges intéressés – qu'ils soient issus du monde entrepreneurial, syndical, associatif ou politique – à participer activement aux discussions qui auront lieu cette année sur le sujet.

J'ai donné plusieurs principes directeurs clairs au consortium de consultants chargé d'organiser ce débat avec mon administration. Ceux-ci travailleront de manière totalement neutre, devront

aboutir à des propositions respectant le principe de neutralité budgétaire et aborderont également les mesures devant accompagner une telle réforme.

Par ailleurs, je veux aussi souligner le démarrage des discussions avec mes collègues régionaux, les Ministres en charge de l'Énergie, que je rencontre lundi prochain, le 30 janvier, pour la mise en place d'un pacte énergétique national. Une réflexion comme celle-ci sur un prix carbone, qui se fera d'ailleurs - et je veux bien le souligner, en étroite collaboration avec les régions.

Ik zou van de gelegenheid gebruik willen maken, om de aandacht te vestigen op het proces dat momenteel aan de gang is, over het Nationaal Energie-Klimaat-plan 2030, waarvoor we in 2018 een draft willen voorstellen aan de Commissie.

Les discussions qui nous occuperont toute cette année promettent d'être très riches et je suis impatiente de pouvoir en analyser les conclusions. Pour démarrer cette initiative, je suis heureuse de pouvoir compter sur votre soutien, Monsieur le Commissaire Mr. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne. Je vous remercie de nous donner votre éclairage sur la question dans un instant. Je remercie également Messieurs Upton et Grubb d'avoir fait le déplacement.

Il ne me reste plus qu'à vous souhaiter une belle après-midi de discussion et à déclarer officiellement ce débat national ouvert !

Merci.

Dank u voor uw aandacht.